

Choisir son option en 3^e secondaire: "Un projet positif et mobilisateur"

■ Allonger le tronc commun ne se fera pas du jour au lendemain. Il y a des conditions préalables à remplir.

C'est l'une des propositions fortes de la nouvelle majorité PS-CDH à la Fédération Wallonie-Bruxelles: les élèves choisiront désormais leur orientation au terme de la 3^e secondaire et non plus de la 2^e comme c'est actuellement le cas. En termes jargonneux, on dira donc que le tronc commun, c'est-à-dire la formation commune dispensée à tous les élèves à l'entrée de l'enseignement secondaire, sera allongé de 14 à 15 ans et doté d'une dimension "polytechnique": outre les savoirs de base, seront introduits des cours scientifiques, de techniques et de technologie pour tous les élèves.

D'abord en primaire

"Le débat autour du tronc commun dans les systèmes éducatifs n'est pas un débat nouveau, rappelle Vincent Dupriez, directeur du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (Girsef) de l'UCL. C'est un débat qui naît peu après la Seconde Guerre mondiale et qui, dans un premier temps, a porté sur l'école primaire".

A l'époque, l'enjeu autour de ce tronc commun "était de dénoncer le fait que les ordres scolaires étaient cloisonnés en fonction de l'origine sociale des élèves et de dire: 'Il serait logique qu'il y ait un point de départ du système éducatif qui serait le même pour tous les élèves et qu'ensuite l'orientation et la sélection des élèves vers les différentes filières - qui ont toujours existé - devraient se faire sur la base des mérites que les enfants ont montrés et des compétences acquises à la fin de ce tronc commun".

Dès les années 50, certains pays, les USA en tête, souhaitent que la première étape de l'enseignement secondaire soit également une étape commune pour tous les élèves. Dans la foulée suivent d'autres nations européennes (pays scandinaves, Angleterre, Italie, France...). "A l'opposé, il y a ce qu'on appelle 'le modèle germanique' (Allemagne, Autriche, Suisse allemande) qui décide de garder un système de filières précoces", poursuit M. Dupriez. Quant à la Belgique et les Pays-Bas, "ils sont un peu dans un entre-deux, même si, en Fédération Wallonie-Bruxelles, depuis le décret Missions de 1997, il y a un continuum pédagogique qui va jusqu'à 14 ans et

avec, globalement, les mêmes objectifs pour tous les élèves".

Un système plus égalitaire

La volonté du gouvernement d'aller plus loin est-elle dès lors un bon choix? "C'est un choix très positif, estime le directeur du Girsef. Si l'on regarde comment cela fonctionne dans d'autres pays qui ont des durées diversifiées de tronc commun, un premier résultat est assez clair: quand le tronc commun dure plus longtemps, les résultats scolaires et les parcours des élèves vont moins dépendre de l'origine sociale des élèves".

"Cela dépend de la façon dont est organisé le tronc commun".

La mise en place d'un tronc commun permet-elle pour autant aux élèves de mieux réussir? "La réponse est un peu plus nuancée, reprend-il. Cela dépend de la façon dont est organisé le tronc commun". Il souligne: "Allonger le tronc commun est un projet mobilisateur, qui sera un processus long et difficile. Il faut l'annoncer clairement. Il ne faut pas faire croire que c'est simple et qu'il suffira de le décréter. Il faut penser les étapes pour y arriver".

Il pointe ainsi quatre conditions à remplir pour relever le défi de l'allongement du tronc commun.

Primo, "il faut continuer à travailler sur l'enseignement fondamental parce que plus on aura réduit l'hétérogénéité des acquis des élèves dans le primaire, plus ce sera facile d'aller vers un tronc commun dans le secondaire". Secundo, "il est indispensable de continuer à réfléchir sur comment mieux soutenir les écoles qui accueillent les élèves des milieux culturellement les plus précaires". Tertio, "historiquement, dans notre système éducatif, on a toujours proclamé la liberté pédagogique des enseignants, des PO, etc., enchaîne M. Dupriez, et, au nom de cette liberté, les autorités éducatives se mêlent relativement peu d'outiller les enseignants dans leur métier, en particulier dans les situations difficiles. Or, à mon avis, c'est quelque chose qui manque vraiment en Belgique francophone". Enfin, "on a besoin d'enseignants mieux préparés, mieux formés, avec un statut mieux valorisé".

Est-ce un objectif réalisable au vu des marges budgétaires très étroites de la FWB? "Chaque année, nous perdons à peu près 400 millions d'euros eu égard au redoublement, souligne-t-il. La Finlande consomme des budgets très proches de ceux de la Belgique", mais elle a un tronc commun jusqu'à 16 ans et ne fait quasiment pas redoubler les élèves...

Stéphanie Bocart

"Quand le tronc commun dure plus longtemps, les résultats dépendent moins de l'origine sociale des élèves."

VINCENT DUPRIEZ
Directeur du Girsef (UCL).

Tester un métier avant de se lancer dans la vie professionnelle

■ Pour ne pas se tromper de formation, l'IFAPME propose de tester gratuitement des métiers.

C'est un paradoxe: le nombre de demandeurs d'emploi reste conséquent dans notre pays alors que bon nombre de métiers sont en pénurie de main-d'œuvre. Garagiste-réparateur, chauffagiste, pâtissier-boulangier..., une longue liste de professions souffre aujourd'hui d'un manque de personnel.

Une étude de l'Office national de l'emploi (Onem) révèle que l'image que l'on se fait du métier est souvent l'une des causes de la désertification de certains secteurs. A cause d'une méconnaissance de l'identité de certaines professions à la réputation malmenée, des jeunes mal aiguillés errent parfois entre différentes formations et repoussent leur insertion professionnelle. L'an passé, 133 personnes ont participé aux "Essais métiers" pour se mettre dans la peau d'un professionnel.

Cette année, c'est du 18 août au 5 septembre que l'IFAPME lance l'invitation. A travers toute la Wallonie, les centres de formation proposent aux jeunes de 15 à 25 ans, mais aussi aux moins jeunes désirant se réorienter, de découvrir gratuitement trois métiers. Si l'accent est mis sur les secteurs d'activité en manque de personnes qualifiées, ce sont tout de même 22 professions qui sont proposées, allant de chocolatier à électricien en passant par fleuriste.

"La première semaine, les professionnels vont expliquer les réalités du métier, les conditions de travail, les bases de la manipulation des outils et répondre à toutes leurs questions", explique Nathalie Bourmadis, chargée de la communication de l'IFAPME.

Tirer les bonnes ficelles du métier

Plus qu'une découverte du métier, il est question de confirmer ses penchants pour une profession: "La deuxième semaine, le participant choisit le métier qu'il préférerait apprendre plus en profondeur et à partir de ce moment-là le professionnel va le coacher". Elle précise qu'à la fin de ces deux semaines d'expérience, il est évidemment question de réévaluer l'expérience par une formation.

En effet, l'enjeu se trouve bien là: 86% des formations suivies à l'IFAPME débouchent dans les six mois sur l'obtention d'un emploi ou sur une formation approfondie. Nathalie Bourmadis estime que les participants ne sont pas les seuls à profiter de cet avant-goût. Pour ces entreprises à la rencontre des futurs demandeurs d'emploi, c'est aussi un investissement avantageux. "Il y a un intérêt aussi pour elles car elles ont découvert le participant en action, elles ont commencé à le former à leur image, sur les lieux. Et au final, il sera peut-être leur futur employé."

E. D. (st.)

→ Infos et inscription sur www.ifapme.be/essais-metiers ou au numéro gratuit 0800.90.133.

3

PROFESSIONS

Du 18 août au 5 septembre, l'IFAPME propose de tester gratuitement trois métiers.